Dimanche 8 novembre, le président israélien Isaac Herzog annoncera à qui il confiera en premier lieu la formation d'un nouveau gouvernement. Il est presque certain que ce ne sera pas l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu, mais son principal rival, l'ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot. La manière dont ce dernier compte former un gouvernement capable d'agir reste toutefois pour l'instant une grande inconnue.

Par Sacha Wigdorovits

Lors des élections législatives du mardi 27 octobre, ni la coalition gouvernementale actuelle dirigée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, ni l'opposition menée par Gadi Eisenkot n'ont obtenu les 61 sièges nécessaires pour disposer d'une majorité au sein de la Knesset, qui compte 120 membres. Le bloc de M. Netanyahu a obtenu 53 sièges, celui de M. Eisenkot 48.

Il est toutefois fort probable que ce ne soit pas M. Netanyahu qui se voie confier par le président Isaac Herzog la mission de former un nouveau gouvernement, mais M. Eisenkot, qui a perdu cinq sièges face à l'opposition.

Les partis arabes souhaitent voir Eisenkot à la tête du nouveau gouvernement

Cela s'explique par la présence de quatre partis arabes, dont trois s'étaient regroupés au sein d'une liste commune pour les élections, tandis qu'un quatrième s'était présenté seul. Avec un total de 19 sièges – 11 pour la liste commune des trois partis et huit pour le parti « Ra'am », qui s'est présenté seul –, les partis arabes ont été les véritables vainqueurs des élections législatives israéliennes.

Lors des entretiens exploratoires traditionnels qui ont suivi avec le président israélien, les quatre présidents de partis arabes ont déclaré qu'ils souhaitaient un gouvernement dirigé par Gadi Eisenkot. Eisenkot pourrait ainsi compter sur le soutien de 67 députés à la Knesset, soit une majorité.

Intégration quasi inexistante des partis arabes au

sein du gouvernement

Il est toutefois peu probable que les partis arabes rejoignent officiellement un gouvernement dirigé par M. Eisenkot. En effet, tant lui-même que tous les autres chefs de file de l'opposition ont exclu une telle éventualité avant les élections – à l'exception du chef du parti social-démocrate, Yair Golan.

C'est dans le cas du « Ra'am » que l'intégration d'un parti arabe au sein du nouveau gouvernement semblait la plus envisageable. Bien qu'il s'agisse d'un parti islamiste, il avait déjà fait partie d'une coalition gouvernementale en 2021. De plus, lors des élections actuelles, il a placé en deuxième position sur sa liste un éminent sioniste juif : Yoav Segalovitz, ancien commandant de police et ministre adjoint de la Sécurité publique.

Critiques à l'encontre du chef du parti « Ra'am », Mansour Abbas

Cependant, lors de son entretien exploratoire actuel avec le président Herzog, le président du parti « Ra'am », Mansour Abbas, a refusé de qualifier le Hamas d'organisation terroriste, invoquant la menace d'un éventuel attentat contre sa famille. Il avait toutefois, à l'époque, fermement condamné l'acte terroriste perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 et exigé le désarmement du Hamas.

Pourtant, Abbas se voit désormais reprocher son refus de qualifier le Hamas d'organisation terroriste, ce qui pourrait définitivement priver son parti de la possibilité d'être accepté comme partenaire de coalition par l'opposition.

Gouvernement minoritaire ou partenariat avec les ultra-orthodoxes

Eisenkot devrait donc, à l'avenir, diriger les destinées de l'État juif à la tête d'un gouvernement minoritaire soutenu par les partis arabes. Mais il n'est pas certain que cela se produise. En Israël, on spécule actuellement sur le fait que son partenaire de coalition électorale, Avigdor Lieberman, pourrait bien contrecarrer ses plans.

M. Lieberman, le chef du parti nationaliste « Yisrael Beitenou » (Notre Maison d'Israël), refuse toute collaboration avec les partis arabes. Il semble plutôt envisager une collaboration avec la coalition de partis ultra-orthodoxes « Judaïsme de la Torah unifié (UTJ) » et avec le parti Shas, lui aussi ultra-orthodoxe. Ces deux formations ont soutenu Benjamin Netanyahu par le passé.

À eux deux, l'UTJ (7) et le Shas (6) totalisent 13 sièges à la Knesset nouvellement élue. Ils permettraient ainsi à la coalition dirigée par Gadi Eisenkot d'obtenir une courte majorité de 61 sièges au Parlement. La direction de l'UTJ a d'ailleurs laissé entendre qu'elle ne se sentait pas nécessairement tenue de poursuivre sa collaboration avec M. Netanyahu. Le Shas, quant à lui, garde le silence à ce sujet, sans doute pour des raisons de tactique de négociation.

Le service obligatoire pour les Haredim : un point de friction délicat

Le scénario selon lequel l'opposition actuelle arriverait au pouvoir avec le soutien des partis ultra-orthodoxes est toutefois très improbable. En effet, pendant la campagne électorale, tous les dirigeants de l'opposition s'étaient prononcés sans ambiguïté en faveur du service obligatoire pour les juifs ultra-orthodoxes (Haredim). Outre le bilan de l'attentat terroriste du 7 octobre 2023, ce sujet a constitué le thème central des élections actuelles à la Knesset.

Jusqu'à présent, les Haredim ont bénéficié du fait que le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahou a contourné une décision de la Cour suprême les obligeant à effectuer un service militaire ou civil au même titre que le reste de la population. Il est hors de question qu'un nouveau gouvernement dirigé par Gadi Eisenkot renonce à cette exigence.

Il est donc difficile de savoir comment Lieberman, qui est lui-même un fervent défenseur du service obligatoire pour les Haredim, compte convaincre les partis ultra-orthodoxes de participer à une coalition gouvernementale dirigée par Gadi Eisenkot.

La composition du futur gouvernement israélien reste donc pour l'instant totalement incertaine.

À propos de l'auteur : Sacha Wigdorovits est président de l'association « Fokus

Israel und Nahost », qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la philologie allemande et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a notamment travaillé comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung ; il a également été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal gratuit 20minuten.